

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1927.

Proposition de loi instituant une Caisse centrale de pension en faveur des fonctionnaires et employés communaux, y compris le personnel de la police, de leurs veuves et orphelins.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La question que j'ai l'honneur de proposer à la Chambre de résoudre date de vingt-deux ans bientôt.

En séance de la Chambre, le 28 mai 1906 et le 19 décembre 1906, répondant à la question que je lui posais dans le but de savoir si le Gouvernement ne comptait pas bientôt instituer une caisse de pension et de secours pour commissaires et officiers de police, l'honorable Ministre de l'Intérieur de l'époque disait : « La question soulevée entraîne nécessairement des modifications à la loi organique de la Caisse d'Épargne. Elle a fait l'objet des préoccupations du Gouvernement. »

Plus tard, à la date du 22 janvier 1907, ayant renouvelé ma question, l'honorable Ministre déclarait ce qui suit : « L'institution d'une caisse de pension en faveur des agents communaux (y compris les agents de police), de leurs veuves et orphelins, fait l'objet d'une étude confiée par le Gouvernement à la Caisse générale d'épargne et de retraite. Ce n'est que lorsque que cette étude sera terminée qu'il sera possible de déposer éventuellement un projet de loi portant institution d'une semblable caisse ».

Malheureusement, malgré la bonne volonté dont était animé le Gouvernement, malgré le travail auquel s'était livré la Caisse générale d'épargne et de retraite, la solution de la question se fit attendre; on peut dire qu'elle n'avait pas avancé d'un seul pas. Entretemps, les commissaires et officiers de police restaient privés de tout droit à une pension de retraite, et, en cas de décès, même s'ils tombent victimes de leur devoir, leurs veuves et orphelins ne sont pas admissibles à l'obtention d'une pension ou d'un secours.

Il convenait de mettre fin à ce déplorable état de chose et de porter remède à cette pénible situation. C'est dans ce but que, en séance du 28 février 1907, nous avons déposé une proposition de loi organisant une caisse de prévoyance, de pension et de secours en faveur des commissaires et officiers de police.

La proposition fut accueillie favorablement en sections. La Section centrale,

H

composée de MM. Mabilie, Visart de Bocarmé, Wauwermans, Verhaegen, Mechelynek, Gendebien, se réunit à maintes reprises, discuta longuement, l'admit en principe et nomma M. Verhaegen, rapporteur. Ce dernier entra en relation avec le Ministre de l'Intérieur pour amener un accord entre le Gouvernement et la Section centrale.

Je suis heureux de rendre hommage à MM. les Ministres de l'Intérieur Schollaert et Berryer, qui firent étudier par leurs services compétents l'importante question qui nous préoccupe depuis plusieurs années.

En juillet 1908, mai 1909 et avril 1910, M. Schollaert envoya des circulaires à MM. les gouverneurs des provinces les priant de mettre à l'étude et de poursuivre la création d'un service de pension en faveur des fonctionnaires et employés communaux, de leurs veuves et orphelins.

En juin 1910, M. Schollaert communiqua à tous les conseils provinciaux du pays, d'accord avec le Département des Finances, le résultat d'une étude faite sur la question par la Caisse générale d'épargne et de retraite, accompagné d'une brochure reproduisant les documents essentiels parus jusqu'à ce moment sur cet objet.

En 1911, M. le Ministre Berryer reçut les intéressés en audience et fit poursuivre les études entamées. A la suite de ces diverses instances, les conseils provinciaux émisent leur avis, les députations permanentes se réunirent, étudièrent ensemble le problème dans son entièreté et transmirent leurs rapports au Département de l'Intérieur.

Mais, le 12 mai 1912, la dissolution des Chambres rendit caduque ma proposition de loi de 1907.

En vue d'aboutir à une heureuse solution le plus promptement possible et de renouer les négociations entre le Gouvernement et la Section centrale, et dans la pensée d'étendre les bienfaits de ces mesures, éventuellement, à tous les fonctionnaires communaux, j'eus l'honneur de présenter à nouveau ma proposition de loi à la Chambre, le 6 décembre 1912.

Une commission fut instituée par M. le Ministre Berryer (arrêté ministériel du 29 octobre 1913), dont la mission fut d'examiner le point de vue que soulève le projet de création d'une Caisse centrale de pension en faveur des fonctionnaires et employés communaux (y compris le personnel de la police) de leurs veuves et orphelins; de préparer un avant projet de loi à soumettre aux Chambres législatives et d'en rédiger l'exposé des motifs.

La commission fut installée le 6 novembre 1913 et tint de nombreuses et fructueuses séances, elle allait aboutir quand ses travaux furent interrompus par la guerre. La commission a terminé ses travaux après l'armistice et, en 1920, elle transmit ses conclusions à M. le Ministre des Finances.

Entretemps, la dissolution des Chambres, en octobre 1919, fit de nouveau disparaître ma proposition de loi.

Malheureusement la situation financière du pays, n'a pas permis, jusqu'à ce jour de sortir le projet de loi des cartons du Ministère des Finances et la triste situation perdure.

Certains de nos collègues de la Législature, se rangeant à une opinion accréditée partout, croient de bonne foi que les commissaires et officiers de police, gardes champêtres, receveurs communaux, etc. devenus âgés jouissent d'une pension de retraite et que même, en cas de décès ou de mort accidentelle, une pension est servie aux veuves et orphelins qui se voyent priver de leur principal et, bien souvent, unique soutien. Hélas! qu'ils se détrompent, il n'en est malheureuse-

ment rien : il n'existe législativement ni caisse de prévoyance ni caisse de pension en faveur de ces intéressants fonctionnaires.

Certes, il existe des caisses de mutualité; il y a déjà un certain nombre de villes et de communes qui ont constitué des caisses de pension et de retraite et des caisses de veuves et orphelins. D'après nos renseignements, il y a encore des centaines d'officiers de police et agents de police, ainsi que des gardes champêtres — sans parler des receveurs et autres employés communaux — qui ne sont affiliés à aucune caisse de pension ni de retraite, dont les femmes et enfants n'ont pas droit à un centime de secours ni de pension en cas de décès de ces agents!

Aussi, que voyons-nous? Un grand nombre de commissaires de police, de gardes champêtres, de receveurs, etc. restent en fonctions, malgré leur âge avancé ou leurs infirmités, parce que les communes ne veulent pas les pensionner.

C'est avec confiance que nous soumettons à nouveau notre proposition à la Législature. Celui-ci s'inspire de l'avant-projet de la Commission instituée en 1913, par le Ministre Berryer; nous sommes certains que le Parlement se fera un devoir, nous n'en doutons pas, de la voter à bref délai. Il fera ainsi acte d'humanité et de justice.

En effet, pareille situation ne peut se prolonger plus longtemps. Depuis des années, tout comme pour les secrétaires communaux du pays, une caisse centrale de prévoyance et de pension aurait dû être instituée sous les auspices de l'État. Il est de la dignité du Pays, du Parlement, comme du Gouvernement, de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher spécialement que des veuves de commissaires de police et de gardes champêtres, morts au champ d'honneur, ne doivent aller, de porte en porte, tendre la main pour subvenir à leurs besoins et nourrir leurs petits enfants, et afin d'éviter que des commissaires de police ou des gardes champêtres âgés de 70, 75, 80 ans ne restent en fonctions, faute de pouvoir bénéficier d'une pension.

Aujourd'hui que les finances de l'État sont en meilleure situation et que des dégrèvements commencent à être accordés, nous espérons que l'honorable Ministre des Finances trouvera la somme nécessaire à titre de contribution de l'État à la nouvelle Caisse centrale de pension que nous vous proposons de constituer. Les provinces et les communes suivront certainement ce bel exemple.

J. MAENHAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1927.

Wetsvoorstel tot instelling van eene Centrale Pensioenkas ten bate van de gemeentelijke ambtenaren en beambten, met inbegrip van het politiepersoneel, van hunne weduwen en weezen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het vraagstuk, dat ik aan de Kamer ter oplossing voorleg, dagteekent weldra van voor meer dan 22 jaren.

Ter vergadering van 28 Mei 1906 en van 16 December 1906, in antwoord op mijne vraag of de Regeering niet vanzins was eerlang eene pensioen- en onderstandskas te stichten voor commissarissen en officieren van politie, gaf de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken het volgende antwoord : « Het opgeworpen vraagstuk vergt noodwendig wijzigingen in de organieke wet op de Spaarkas. De Regeering houdt zich daarmee bezig. »

Later, den 22^e Januari 1907, antwoordde mij de achtbare Minister, op eene nieuwe vraag over hetzelfde onderwerp : « Het instellen van eene pensioenkas voor gemeentebeambten (met inbegrip der politiebeambten), hunne weduwen en weezen, is onderworpen aan een onderzoek door de Regeering opgedragen aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. Eerst wanneer deze studie zal af zijn, zal het wellicht mogelijk wezen een ontwerp van wet tot instelling van dergelijke kas over te leggen. »

Doch, jammer genoeg! ondanks den goeden wil, waarmee de Regeering was bezield, ondanks den arbeid, geleverd door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, wachtten wij nog steeds naar de oplossing van het vraagstuk; ja, men mag zeggen dat het geen stap vorderde. Ondertusschen bleven de commissarissen en officieren van politie verstoken van alle recht op pensioen, en komen zij te overlijden, vallen zij zelfs als slachtoffer van hun plicht, hunne weduwen en weezen kunnen pensioen noch onderstand bekomen.

Deze zoo jammerlijke als betreurenswaardige toestand behoorde op te houden, te worden verholpen. Te dien einde dienden wij, op 28 Februari 1907, een wetsvoorstel in waarbij eene kas van voorzorg, pensioen en onderstand ten bate der commissarissen en officieren van politie, werd ingesteld.

Het wetsvoorstel vond een goed onthaal in de afdelingen. De Middenafdeeling, bestaande uit de heeren Mabilie, Visart de Bocarmé, Wauwermans, Verhaegen,

H

Meehelynck, Gendebien, vergaderde herhaaldelijk, besprak het wetsvoorstel op breedvoerige wijze, nam dit in beginsel aan en benoemde den heer Verhaegen tot verslaggever. Deze stelde zich in betrekking met den Minister van Binnenlandsche Zaken om te trachten een akkoord te treffen tusschen de Regeering en de Middenafdeeling.

Ik acht mij gelukkig hulde te brengen aan de heeren Schollaert en Berryer die, als Ministers van Binnenlandsche Zaken, de belangrijke kwestie, welke ons sedert verscheidene jaren bezig houdt, door de bevoegde diensten hebben doen bestudeeren.

In Juli 1908, in Mei 1909 en in April 1910 zond de heer Schollaert omzendbrieven aan de heeren gouverneurs der provinciën om hen aan te zetten het inrichten van een dienst der pensioenen, ten bate van de gemeente-beambten en -bedienden, van hunne weduwen en weezen, te onderzoeken en door te drijven.

In Juni 1910 stuurde de heer Schollaert, in gemeen overleg met het Departement van Financiën, aan al de provinciale raden van het land eene studie over de kwestie door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas opgemaakt, samen met een vlugschrift waarin voorkwamen de bijzonderste stukken die tot dan toe waren verschenen over deze zaak.

In 1911 verleende de heer Minister Berryer audiëntie aan de belanghebbenden en deed de studiën voortzetten. Op zijn aandringen, brachten de provinciale raden hun advies uit, de bestendige deputatiën vergaderden, bestudeerden te zamen het vraagstuk in zijn geheel en deden hunne verslagen geworden aan het Departement van Binnenlandsche Zaken.

Maar de Kamerontbinding van 12 Mei 1912 deed mijn wetsvoorstel van 1907 vervallen.

Ten einde, zoo spoedig mogelijk, tot eene gelukkige oplossing te komen en de onderhandelingen van de Regeering met de Middenafdeeling weer aan te knopen, om bij voorkomend geval het voordeel van deze maatregelen uit te breiden tot alle gemeente-ambtenaren, had ik de eer op 6 December 1912 mijn wetsvoorstel opnieuw voor te leggen.

Door Minister Berryer werd eene commissie ingesteld (ministerieel besluit van 29 October 1913) die voor taak had de meeningen te onderzoeken over het wetsvoorstel tot instelling van eene centrale pensioenkas voor de gemeente-beambten en -bedienden (met inbegrip van het politiepersoneel), hunne weduwen en weezen; een voorontwerp van wet op te maken dat aan de Wetgevende Kamers zou onderworpen worden, en daarvan de toelichting op te stellen.

De commissie werd ingesteld op 6 November 1913, en na talrijke en vruchtbare vergaderingen stond zij op het punt tot een resultaat te komen, toen de oorlog hare werkzaamheden stillegde. De commissie heeft haar werk geëindigd na den wapenstilstand in 1920, en zij maakte hare besluiten over aan den Minister van Financiën.

Ondertusschen deed de Kamerontbinding van 1919 mijn wetsvoorstel nogmaals vervallen.

Jammer echter dat de financieele toestand van het land tot hiertoe niet toegelaten heeft het wetsvoorstel uit de cartons van het Ministerie van Financiën te doen te voorschijn komen, en dat de treurige toestand voortduurt.

Enkelen onzer collegas in de Kamer, nemen eene algemeen heerschende meening aan en gelooven te goeder trouw dat de commissarissen en officieren

van politie eens dat ze oud geworden zijn, een pensioen genieten, en dat zelfs, bij toevalligen dood, een pensioen uitgekeerd wordt aan hunne weduwen en weezen die beroofd zijn van hun bijzondersten en dikwijls eenigen steun. Eilaas! dat zij het weten mogen, daar is ongelukkig niets van; wettelijk bestaat er noch voorzorgskas, noch pensioenkas voor de betrokken beampten.

Voorzeker bestaan er kassen van mutualiteiten; in een groot aantal steden en gemeenten werden reeds pensioen- en lijfrentekassen en kassen voor weduwen en weezen ingesteld. Volgens de door mij ingewonnen inlichtingen, zijn er nog honderden politieofficieren en -agenten, evenals veldwachters, zonder te spreken van de ontvangers en andere gemeentebedienden, die niet zijn aangesloten bij eene pensioen- of lijfrentekas en wier vrouwen en kinderen geen recht hebben op een centiem onderstand of pensioen ingeval van overlijden dezer beampten.

En wat gebeurt er? Een aantal politiecommissarissen, veldwachters, ontvangers, enz., behouden hun ambt, ondanks gevorderden leeftijd of gebrekkelijkheid, omdat de gemeenten hun geen pensioen willen toekennen.

Met vertrouwen onderwerpen wij opnieuw ons voorstel, dat steunt op het voorontwerp van de commissie door Minister Berryer in 1913 ingesteld, aan de Kamer, die, wij twijfelen er niet aan, zich tot plicht zal aanrekenen het ten spoedigste goed te keuren. Het zal eene daad van menschlievendheid en rechtvaardigheid zijn.

Dergelijke toestand mag niet langer duren. Sedert jaren moest er, evenals voor de gemeentesecretarissen, eene centrale voorzorgs- en pensioenkas onder bescherming van den Staat bestaan. De waardigheid van het land, van de Kamers en van de Regeering vergt dat de noodige maatregelen worden genomen, om vooral te verhinderen dat de weduwen van politiecommissarissen en van veldwachters, gevallen op het veld van eer, van deur tot deur het brood voor zich en haar kroost moeten afbedelen, en om te vermijden dat politiecommissarissen van 70, 75, 80 jaar oud, bij gebrek aan pensioen hun ambt moeten blijven vervullen.

Nu de Staatsfinanciën beter zijn en de belastingen zoo stilaan kunnen vermindert worden, hopen we dat de heer Minister van Financiën de noodige som als Staatstoelage zal vinden om de nieuwe centrale pensioenkas, die wij u voorstellen op te richten, te steunen. De provinciën en de gemeenten zullen zeker het schoone voorbeeld navolgen.

J. MAENHAUT.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi instituant une caisse centrale de pension en faveur des fonctionnaires et employés communaux, y compris le personnel de la police, de leurs veuves et orphelins.

Wetsvoorstel tot instelling van eene Centrale Pensioenkas ten bate van de gemeentelijke ambtenaren en beambten, met inbegrip van het politiepersoneel, van hunne weduwen en weezen.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite une caisse de pension de retraite et d'invalidité au profit des fonctionnaires et employés des communes, des rentes de survie au profit des veuves et orphelins des dits agents, et d'épargne au profit des agents communaux célibataires, veufs ou divorcés.

EERSTE ARTIKEL.

Bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt ingesteld : eene rustpensioen- en invaliditeitskas ten bate van de gemeentelijke ambtenaren en beambten, eene overlevingsrente-kas ten bate van de weduwen en weezen der vorengenoemde agenten, en eene spaarkas ten bate van de gemeentelijke agenten die ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden zijn.

ART. 2.

Les sommes destinées à la constitution des pensions de retraite et d'invalidité sont formées par des subventions de l'État, des provinces et des communes. La subvention de l'État est fixée à 4 % des traitements et suppléments de traitements ou des salaires; celle des provinces est fixée au même taux. Le Roi déterminera celle des communes; elle ne pourra être inférieure à 6 % des traitements et suppléments de traitements ou des salaires. Toutefois les communes supporteront l'intégralité des subventions nécessaires à la constitution des pensions de retraite et d'invalidité des agents attachés aux services exploités en régie, qui donnent lieu à la perception d'une rétribution au profit de la commune.

ART. 2.

De gelden bestemd voor de vestiging der rust- en invaliditeitspensioenen worden samengebracht door de toelagen van den Staat, de provinciën en de gemeenten. De toelage van den Staat is bepaald op 4 t. h. van de wedden en bijwedden of van de salarissen; die van de provincie is bepaald op hetzelfde bedrag. Die van de gemeente wordt door den Koning vastgesteld; zij mag niet minder zijn dan 6 t. h. van de jaarwedden en bijwedden of van de salarissen. Echter zullen de gemeenten den last dragen van het geheel beloop der toelagen die noodig zijn voor de vestiging van de rust- en invaliditeitspensioenen der agenten gehecht aan de in regie genomen diensten, welke aan leiding geven tot het heffen eener retributie ten bate van de gemeente.

Les sommes destinées à la constitution des rentes de survie ou des capitaux d'épargne seront prélevées sur les traitements et suppléments de traitements ou les salaires des intéressés. Les retenues ne pourront excéder 8 % des traitements, suppléments de traitements ou des salaires. En cas de mariage, les capitaux d'épargne seront affectés à la constitution d'une rente de survie au profit de la femme et des enfants.

Des arrêtés royaux détermineront les suppléments de traitements qui seront admis en compte pour la fixation des subventions et des retenues.

ART. 3.

La participation à la caisse est obligatoire pour tous les fonctionnaires et employés des communes, touchant un traitement ou un salaire sur les budgets communaux, à l'exception de ceux qui sont affiliés à la caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux et à la caisse des pensions des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux.

Des arrêtés royaux préciseront les catégories d'agents visés ci-dessus.

Le Roi peut autoriser ou prescrire l'affiliation à la caisse des employés des établissements publics communaux. Ceux-ci supporteront l'intégralité des subventions nécessaires à la constitution des pensions de retraite et d'invalidité.

ART. 4.

Les statuts organiques de la caisse sont arrêtés par le Roi.

Ils détermineront notamment :

1° Le taux des retenues à prélever sur les traitements et suppléments de traitements et sur les salaires ;

De gelden bestemd voor het vestigen der overlevingsrenten of der spaarkapitalen, zullen afgenomen worden van de wedden en bijwedden of de salarissen der betrokkenen.

De bijdragen zullen niet 8 t. h. van de jaarwedden, bijwedden of salarissen mogen overschrijden. In geval van huwelijk, worden de spaarkapitalen besteed voor de vestiging van eene overlevingsrente ten bate van de vrouw en van de kinderen.

Bij Koninklijke besluiten zullen de bijwedden worden bepaald, welke in aanmerking zullen genomen worden voor de vaststelling der toelagen en der bijdragen.

ART. 3.

De deelneming aan de Kas is verplicht voor al de gemeentelijke ambtenaren en beambten, welke een jaarwedde of een salaris ten laste van de gemeentebegrotingen trekken, ter uitzondering van degenen die aangesloten zijn bij de Centrale Voorzorgskas der gemeentesecretarissen en bij de Pensioenkas der weduwen en weezen van de gemeentelijke leeraars en onderwijzers.

Bij Koninklijke besluiten zullen de hierboven bedoelde categorieën van agenten nader worden aangeduid.

De Koning kan de aansluiting bij de Kas der beambten van de gemeentelijke openbare inrichtingen machtigen of dezelve voorschrijven. Deze zullen te hunnen laste hebben de algeheelheid van de toelagen noodig voor het vestigen der rust- en invaliditeitspensioenen.

ART. 4.

De statuten tot inrichting van de Kas worden door den Koning vastgesteld.

Zij zullen namelijk bepalen :

1° Het bedrag der bijdragen af te houden van de jaarwedden en bijwedden en van de salarissen ;

2° Les mesures pour le recouvrement des subventions et des retenues;

3° Les conditions d'admissibilité à la pension de retraite ou d'invalidité des affiliés et du paiement des rentes de survie aux veuves et aux orphelins;

4° Les bases de liquidation des pensions des rentes de survie et des capitaux d'épargne.

ART. 5.

Un comité de treize membres, nommés par le Roi, veillera à l'exécution des règlements de la caisse et des mesures diverses prises en conformité des statuts.

Il comprend :

Un gouverneur de province;

Deux députés permanents;

Deux bourgmestres;

Un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur;

Un fonctionnaire du Ministère des Finances;

Un fonctionnaire de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite;

Quatre agents communaux;

Un membre à collation libre.

Le gouverneur remplit les fonctions de président.

ART. 6.

Toute somme due à la caisse, à titre de subvention, par l'État, la province, la commune ou un établissement public et dont le paiement sera en retard, produira de plein droit, au profit de la caisse, intérêt au taux légal. Il en sera de même des capitaux dus à la caisse, à prélever sur les traitements et salaires pour la constitution des rentes de survie et de capitaux d'épargne.

ART. 7.

Les pensions de retraite et d'invalidité, les rentes de survie et les capitaux

2° De maatregelen voor de invordering der toelagen en der bijdragen;

3° De voorwaarden waaronder de aangeslotenen tot het rust- of invaliditeitspensioen worden toegelaten en waaronder de overlevingsrenten aan de weduwen en weezen worden uitbetaald;

4° De grondslagen waarop de pensioenen, de overlevingsrenten en de spaarkapitalen zullen vereffend worden;

ART. 5.

Een comiteit van dertien door den Koning benoemde leden zal zorg dragen voor de uitvoering van de reglementen der Kas en van de onderscheidene maatregelen genomen overeenkomstig de statuten :

Het bestaat uit :

Een Provincie-Gouverneur;

Twee bestendige afgevaardigden;

Twee Burgemeesters;

Een ambtenaar van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken;

Een ambtenaar van het Ministerie van Financiën;

Een ambtenaar van de Algemeene-Spaar- en Lijfrentekas;

Vier gemeente agenten;

Een lid vrij te benoemen.

De Gouverneur neemt de functie waar van Voorzitter.

ART. 6.

Ieder bedrag, als toelage, aan de Kas verschuldigd door den Staat, de provincie, de gemeente of een openbare inrichting, en waarvan de uitkeering ten achter is, zal van rechtswege, ten bate van de Kas, interest tegen den wettigen rentevoet afwerpen. Dit geldt eveneens voor de aan de Kas verschuldigde kapitalen, af te nemen van de jaarwedden en salarissen tot vestiging der overlevingsrenten en der spaarkapitalen.

ART. 7.

De rust- en invaliditeitspensioenen, de overlevingsrenten en de spaarkapi-

d'épargne ne peuvent être saisis et ne sont cessibles que jusqu'à concurrence d'un cinquième pour dette envers la commune ou l'établissement public et d'un tiers pour les causes exprimées aux articles 203, 205 et 214 du Code civil.

Dispositions transitoires.

Art. 8.

Par dérogation à l'article 3 ci-dessus, la participation à la caisse n'est pas obligatoire pour les agents en service au moment de la mise en vigueur de la présente loi, dans les communes où un règlement leur assure des pensions de retraite ainsi que pour ceux qui sont actuellement affiliés, en exécution d'un règlement communal, à une institution de prévoyance leur assurant une pension de retraite.

Art. 9.

Il sera dressé pour chaque fonctionnaire ou employé communal en service lors de la mise en vigueur de la présente loi, un compte de la pension de retraite, des rentes de survie et des capitaux qui auraient été constitués à la date précitée si la loi avait déjà été en vigueur lors de son entrée en service.

Tout ou partie des trois quarts des sommes nécessaires à la constitution immédiate des pensions de retraite pourront en tous temps être versées à la caisse par les communes ou les intéressés. L'État contribuera de son côté, à concurrence d'un sixième des sommes ainsi versées, et la province à concurrence d'un autre sixième. Les versements des provinces et des communes pourront être faits sous forme d'emprunt dont le capital, productif d'un intérêt, sera exigible à terme.

Dans un délai de six mois à partir de la mise en vigueur de la présente loi,

talen mogen slechts in beslag worden genomen of afgestaan tot het beloop van een vijfde uit hoofde van schuld jegens de gemeente of de openbare inrichting, en van een derde wegens de oorzaken vermeld bij de artikelen 203, 205 en 214 van het Burgerlijk Wetboek.

Overgangsbepalingen.

Art. 8.

In afwijking van bovenstaand artikel 3, is deelneming aan de Kas niet verplicht voor de agenten in dienst op het oogenblik van het in werking stellen dezer wet, in de gemeenten waar hun, door een reglement, rustpensioenen worden verzekerd, alsmede voor degenen die thans, ter uitvoering van een gemeentereglement, aangesloten zijn bij eene verzorgingsinstelling welke hun een rustpensioen verzekert.

Art. 9.

Bij het in werking stellen van deze wet, zal voor elken gemeentelijken ambtenaar of beambte een rekening worden opgemaakt van het rustpensioen, van de overlevingsrenten en van de kapitalen die op voormelden datum zouden gevestigd zijn geweest, indien de wet, bij zijne indiensttreding, reeds in werking was gesteld.

Het geheel of een gedeelte van de drie vierde der bedragen noodig tot het dadelijk vestigen van de rustpensioenen zullen, te allen tijde, in de kas kunnen gestort worden door de gemeenten of door de betrokkenen. De Staat zal, zijnerzijds, bijdragen, ten beloope van een zesde der aldus gestorte bedragen, en de provincie ten beloope van een ander zesde. De stortingen van de provinciën en van de gemeenten zullen mogen gedaan worden onder den vorm van leening waarvan het interest afwerpend kapitaal op termijn eischbaar zal zijn.

Binnen een tijdsverloop van zes maanden, van af het in werking stellen

les agents en fonctions ont la faculté, soit de verser le capital constitutif de la rente de survie indiquée au compte défini ci-dessus, soit de prendre l'engagement d'effectuer les versements annuels, en cas de vie, nécessaires à l'assurance des mêmes rentes de survie. Ces sommes sont exigibles à partir de la date de l'engagement.

Les agents non mariés ont, dans le même délai, la faculté de demander à être autorisés à faire des versements à la section d'épargne, le capital ainsi constitué servant, lors de leur mariage éventuel, à l'acquisition d'une première rente de survie.

Après le délai fixé, la Caisse pourra refuser la conclusion de ces opérations.

ART. 10.

Les communes seront subrogées aux droits de leurs agents vis-à-vis des institutions de prévoyance auxquelles ils seraient affiliés en exécution de règlements communaux, à concurrence des avantages qu'ils retireront des versements faits par les pouvoirs publics en exécution des dispositions qui précèdent.

ART. 11.

Les dispositions des articles 8 et 9 ci-dessus, combinées avec la dernière disposition de l'article 3, seront applicables aux établissements publics communaux et aux agents de ceux-ci.

ART. 12.

Un arrêté royal fixera la mise en vigueur de la présente loi.

van deze wet, staat het de in dienst zijnde agenten vrij ofwel het kapitaal te storten tot vestiging van de in de hierboven bepaalde rekening aangeduide overlevingsrente, ofwel zich te verbinden, zoo zij in leven zijn, de jaarlijksche stortingen te doen, noodig voor de verzekering van dezelfde overlevingsrenten. Deze sommen zijn invorderbaar van af den datum der verbintenis.

De niet gehuwde agenten zijn, binnen hetzelfde tijdsverloop, gerechtigd te vragen dat het hun toegelaten weze stortingen te doen bij de spaar-afdeeling, — het aldus gevestigd kapitaal, bij hun eventueel huwelijk, moettende dienen tot het verwerven van een eerste overlevingsrente.

Na het vastgestelde tijdsverloop, zal de Kas het doen van dergelijke verrichtingen kunnen weigeren.

ART. 10.

De gemeenten zullen in de rechten worden gesteld van hunne agenten ten opzichte van de voorzorgsinstellingen waarbij zij, in uitvoering van de gemeentereglementen, mochten aangesloten zijn, ten beloope van de voordeelen die zij zullen trekken uit de stortingen door de openbare machten gedaan in uitvoering van de voorafgaande bepalingen.

ART. 11.

De bepalingen van bovenstaande artikelen 8 en 9, verbonden met de laatste bepaling van artikel 3, zullen toepasselijk zijn op de gemeentelijke openbare inrichtingen en op dezer agenten.

ART. 12.

Bij Koninklijk besluit zal de datum van het in werking treden dezer wet worden vastgesteld.

JULES MAENHAUT.